TRANSPARENCY INTERNATIONAL
SCHWEIZ SUISSE SVIZZERA SWITZERLAND

DOCUMENT D'ARCHIVE

Ce document provient des archives de Transparency International Suisse. Certaines des informations contenues ne reflètent peut-être plus la situation actuelle.

Transparency International Suisse publie régulièrement de nouvelles informations actualisées. Vous pouvez les trouver sur **www.transparency.ch**.

Transparency International Suisse est financée à travers des cotisations de membres et des dons.

Si vous souhaitez soutenir ce travail, veuillez cliquer sur le lien suivant :

FAIRE UN DON →

Transparency International Suisse
Schanzeneckstrasse 25 · Case postale · CH-3001 Berne

Schanzeneckstrasse 25
Case postale
3001 Berne

Tél. +41 31 382 35 50

info@transparency.ch
www.transparency.ch.

Communiqué de presse

Corruption dans le secteur public – publication de l'indice de perception de la corruption 2019

Lutte contre la corruption: la Suisse ne progresse pas

Berne, le 23 janvier 2020 – L'indice de perception de la corruption dans le secteur public publié aujourd'hui par Transparency International est resté pratiquement inchangé pour la Suisse. Si notre pays obtient en effet le même nombre total de points, il recule néanmoins d'une place dans le classement international 2019 pour se situer au quatrième rang, à égalité avec la Suède et Singapour. En dépit de ce classement toujours bon, la Suisse ne progresse pas dans la lutte contre la corruption, surtout dans des domaines qui ne sont pas représentés dans l'indice: elle affiche en effet de graves lacunes en matière de transparence du financement de la vie politique, de protection des lanceurs-euses d'alerte, de lutte contre le blanchiment d'argent ainsi que de corruption dans le secteur privé et le sport.

L'indice de perception de la corruption dans le secteur public (Corruption Perceptions Index, CPI) de Transparency International, l'organisation qui lutte contre la corruption dans le monde, a été calculé pour 180 pays en 2019 sur la base des appréciations des experts du monde scientifique et des milieux économiques.

Le CPI 2019 brosse un tableau sombre de la lutte globale contre la corruption dans le secteur public. En effet, la lutte contre la corruption n'a accompli aucun progrès à l'échelon mondial en 2019, puisque deux tiers des pays n'atteignent toujours pas 50 points sur le total de 100. Le CPI montre aussi qu'aucun pays, pas même les dix premiers classés comme la Suisse, ne peut s'enorgueillir d'un secteur public exempt de corruption, ne serait-ce qu'approximativement.

Ce sont désormais le Danemark et la Nouvelle-Zélande qui se partagent la première place. La Syrie, le Soudan du Sud et la Somalie ferment à nouveau la marche.

En 2019, tout comme en 2018, la Suisse a totalisé 85 points sur 100, mais elle doit toutefois céder la troisième marche du podium à la Finlande – qui atteint 86 points et avance jusqu'au troisième rang – et partager la quatrième place avec la Suède et Singapour. En dépit de son bon score général au CPI, la Suisse fait pratiquement du surplace dans la lutte contre la corruption et présente toujours de graves lacunes.

Martin Hilti, directeur de Transparency International Suisse, constate que des mesures s'imposent d'urgence: «*La Suisse est encore loin des meilleures notes dans le domaine de la lutte anticorruption. Et n'oublions pas les chantiers propres à la Suisse qui ne sont pas représentés dans le CPI: pratiquement aucun progrès n'a ainsi été accompli en particulier en matière de lobbying et de transparence du financement de la vie politique. En outre, de graves failles persistent dans notre dispositif antiblanchiment et les lanceurs-eurs d'alerte sont toujours insuffisamment protégés par la loi. En 2020, les élu-e-s auront l'occasion de combler quelques-unes de ces graves lacunes et d'apporter des améliorations concrètes avec le projet de protection des lanceurs-euses d'alerte, la révision de la Loi sur le blanchiment d'argent et l'initiative fédérale sur la transparence.*»

Le rapport et le classement CPI 2019 ainsi que des informations complémentaires à ce sujet peuvent être consultés sur les sites www.transparency.org/cpi2019 et www.transparency.ch.

Contact médias:
Martin Hilti, directeur
Transparency International Suisse
Tél.: +41 (0)31 382 35 50
Courriel: martin.hilti@transparency.ch

Document d'archive – Transparency Suisse – informations actuelles sur www.transparency.ch

Au sujet de l'indice de perception de la corruption de Transparency International:
Créé en 1995 pour être l'indice mondial de la perception de la corruption dans le secteur public, le Corruption Perception Index (CPI) est actuellement établi pour 180 pays. Il s'agit d'un indice composite, c'est-à-dire qu'il résulte d'une combinaison de sept à treize indices, enquêtes et évaluations (nombre variable en fonction du pays et de la région) publiés par des institutions indépendantes spécialisées dans la gouvernance et l'analyse des parties prenantes. Le CPI est l'indice le plus utilisé pour mesurer la corruption dans le secteur public à l'échelon mondial.

###

Transparency International (TI) Suisse est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. TI Suisse combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. TI Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. www.transparency.ch

Document d'archive – Transparency Suisse – informations actuelles sur www.transparency.ch